



MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Alternative Rouge & Verte



Bulletin de Ensemble ! Bourgogne Franche-Comté

Mouvement pour une Alternative de Gauche Ecologiste et Solidaire

N° 80 - janvier à mars 2020 - 3,00 €

Gauche / Droite, le retour ?

D'après la note de l'Équipe d'animation nationale d'Ensemble! (22/03/20)

Malgré des circonstances si exceptionnelles, le premier tour des municipales fournit quelques enseignements politiques importants. Les messages qui sont délivrés sont clairs.

- Les candidats soutenus par le **parti présidentiel** connaissent une **déroute complète** : un premier ministre au Havre menacé par un rassemblement citoyen et de gauche conduit par un député du PCF, un bastion de LREM à Lyon qui s'effondre, une défaite d'A.Buzyn à Paris et, là où ils se présentaient, LREM et ses alliés chutent lourdement. C'est bien une **sanction de la politique de Philippe et Macron**, de leurs réformes brutales contre la majorité des citoyens.

- En même temps, la **droite classique**, profitant de son implantation de parti ancien, récolte des **résultats faibles** comparés à ses espoirs de reconquête d'un électoral « phagocyté » par la version macroniste d'un ultra libéralisme qu'elle partage.

- Autre leçon, à la différence des élections des européennes, ce n'est pas le **Rassemblement National qui récolte la colère sociale dans les urnes** ; il obtient de bons résultats dans les quelques villes qu'il gère, et cela doit inquiéter, mais partout ailleurs où le RN a pu présenter des listes, il est en baisse, les questions « identitaires » ont été éclipsées par les exigences sociales. Le mouvement des Gilets Jaunes avait provoqué une colère encore confuse en termes d'expression politique l'an dernier, mais la fusion des Gilets Jaunes avec les fortes mobilisations sociales, syndicales, populaires, autour des réformes hospitalières, du chômage, et surtout des retraites, ont affiné les consciences politiques vers des remises en cause du système dans sa globalité.

- Des commentateurs rapides ont cru voir une **réédition de la vague « verte » des européennes**. Pourtant, s'il y a une leçon à tirer du côté d'EELV, c'est que nulle part une alliance vers des morceaux de droites, de centres, de macronistes, n'a été possible.

Quand cela a été tenté, EELV a perdu du soutien auprès de ses électeurs. Et quand **EELV a voulu s'imposer seul** contre les autres forces de gauche, **ils ont échoué** à passer devant. Les résultats les plus significatifs d'EELV sont réalisés dans les villes où ils étaient en position d'être **en tête d'un rassemblement des gauches et des dynamiques citoyennes**. EELV a toute sa place dans un rassemblement à gauche et y apporte un élan décisif pour porter l'éologie aux côtés des autres forces de transformation à gauche. Mais **seul, EELV ne peut être une alternative** « ni à droite, ni à gauche » chère à Yannick Jadot depuis les européennes. Une leçon qui vaut d'ailleurs pour toutes les forces de gauche. **Quand ils se présentent seuls, les Insoumis, ou le PCF, ou le PS survivant, enregistrent de mauvais résultats**.

- **C'est vers la gauche que les électeurs se sont tournés**. Une gauche convalescente, éclatée, mais qui **réussit mieux quand elle est unie**. Mais on voit bien que c'est là où des rassemblements des uns et des autres ont été réalisés, là où les **mouvements citoyens ont été pris en compte**, que de bons résultats ont été obtenus et que des rassemblements prometteurs se construisent. Rassemblés avec les autres à gauche, et **sans imposer une hégémonie hors d'âge**, ils réussissent à redonner de la force à une alternative de gauche dans les villes qu'ils conservent où reprennent. Il reste du temps pour s'unir d'ici au second tour en juin et amplifier les tendances du premier tour. Tout cela indique aussi que ni le PS, ni le PCF, ni les Insoumis, quand ils prennent un profil unitaire d'opposants et d'alternative au libéralisme, ne sont morts et enterrés... Les **prétentations du macronisme**, qui voulait dégager le « vieux monde », ses partis, ses « corps intermédiaires » syndicaux et associatifs, **lui reviennent en boomerang**, par le mouvement social et par les urnes.

Mais ce premier tour municipal n'était encore qu'une étape, un brouillon, vers ce qu'il faut faire. Il indique qu'une tendance profonde est en cours, que devraient sérieusement méditer les gauches et les collectifs citoyens pour l'avenir, une alternative pour sortir du piège.

Sommaire

Edito	... 1
Faire de la politique	... 2
CCAS	... 3
Alfred	... 3
Hirak	... 4
Algérie	... 5
Municipales	... 6-8
Blog	... 9
Daniel Bensaïd	... 9
Nucléaire	... 10
Coronavirus	... 11-12
Hégémonies	... 12

SITE DE DÉPÔT
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE
Besançon PPDC
Déposé le 31 mars 2020
Date limite de distribution
6 avril 2020
Les Alternatifs de FC
6 chemin d'Avanne à Velotte
25 000 Besançon

Jean-Paul BRUCKERT





Après 6 mois de lutte, est-ce fini ?

Pierre ZARKA

Collectif de Saône et Loire.

Lorsqu'on évoque la nécessité d'élaborer une nouvelle stratégie, c'est trop souvent vécu comme abstrait sans rapport avec l'urgence. Alors nous préférons être « concrets » comme si ces deux termes : concret et stratégie étaient opposés. De ce fait, nos actes sont dans la répétition du passé et sans réelle efficacité.

A quoi peut servir l'exploration d'une toute autre manière d'agir ? Comment des éléments de post-capitalisme pourraient commencer à modifier le paysage social et politique ? Ici je pense aussi bien à se saisir des richesses produites qu'à dépasser les rapports sociaux de subordination, y compris en politique.

Après 6 mois de grèves, de manifs, d'actions contre le projet de démantèlement du système de retraite, le gouvernement profite du climat autour du coronavirus pour recourir au 49-3. Étrange de devoir recourir au 49-3 quand on a la majorité au parlement. Loin d'être un signe de force, c'est un signe de faiblesse. Le voir, change l'appréciation que l'on peut avoir sur la situation. Si la mobilisation populaire n'a pas abouti, est-ce par impuissance ou parce qu'elle n'a pas épousé toutes ses capacités et réserves ? Le mouvement n'est pas dans une impasse, il est inachevé, ce qui n'est pas du tout la même chose. Mais ce n'est pas en continuant à l'identique qu'il gagnera.

La limite la plus visible de la mobilisation est de ne pas avoir encore franchi le seuil qui consiste à passer du refus à prendre l'initiative de viser des mesures alternatives qui deviendraient autant de centres de gravité des débats et actions. Rappelons qu'aucun des acquis que nous défendons - à commencer par le système de retraite ou de santé - n'ont été obtenus en disant « Non ». Ils ont été le fruit de l'imaginaire politique du mouvement populaire. La capacité à prendre l'initiative et à pousser l'adversaire à se situer sur notre terrain et à dire « Non », participe directement au rapport de forces.

Pour ne pas parler dans l'abstrait, partons de quelques caractéristiques du mouvement tel qu'on le connaît depuis plusieurs mois de façon à prendre appui sur ce qui existe déjà pour avancer vers ce qui n'existe pas encore.

La première de ces caractéristiques est que, depuis les Gilets Jaunes, le fait de ne pas s'en remettre au « sommet » quel qu'il soit, est devenu une démarche unifiante. Lorsque certains évoquent la « désobéissance civile », cela induit un gain nouveau d'indépendance et de liberté au regard de la normalité. On l'a vu, y compris à l'intérieur des mouvements où nombre de sections syndicales ou même de fédérations ont tenu à ce que ce soient les AG qui soient décisionnelles et non pas leur propre appareil. Cela conduit aussi à ne plus s'en remettre aux élections, ce qui est une différence fondamentale avec 1981, 1995, 2003...2012. Ce qui ressort est une aspiration nouvelle au faire par soi-même. En faisant le bilan des quarante dernières années de vies syndicale et politique, on ne peut qu'approuver.

A partir de ceci, posons la question : qui est la force politique ? Dès que l'on parle de « politique », sommes-nous condamnés à choisir l'appareil auquel on délègue confiance et pouvoir ? Mais n'est-ce pas ce qui engendre de la déception ? Alors doit-on renoncer à toute idée de politique pour ne pas être récupéré ? Mais sommes-nous enfermés dans ce dilemme ? Ne pouvons-nous pas favoriser l'émergence d'un tout autre questionnement : le mouvement, quel qu'il soit, ne porte-t-il pas les termes à partir desquels peuvent s'élaborer des propos alternatifs ?

Ouvrir un débat où différentes solutions seraient mises en confrontation commencerait à ouvrir de nouvelles perspectives. D'abord la portée du droit à la retraite. Est-ce le moyen de nourrir charitalement des bouches devenues inutiles ou considérer que la société doit rémunérer d'autres activités que l'emploi comme elle le fait déjà pour les congés payés ou les congés maternité ? Des enseignants qui s'occupent d'enfants,

c'est reconnu par la société et des grands-parents qui s'occupent des mêmes, cela ne le serait pas ?

Vient alors le financement : l'argent des revenus financiers et plus largement les profits non réinvestis des actionnaires. Réalité connue par la plupart des personnes. Mais dans la mesure où aucune force constituée n'ose affronter cette question, celles et ceux qui déplorent ce détournement d'argent pratiquent une espèce d'autocensure. Oser en faire l'objet de débats, voire d'actions, briserait déjà un tabou. Faut-il être un gros actionnaire pour être capable de comprendre à quoi doit servir l'argent ? N'est-ce pas au contraire demander au loup de respecter la bergerie ? Surtout que les dividendes sont soit issus du travail soit d'une spéculation prédatrice qu'il faut éliminer. Entendre les médias tenter d'expliquer pourquoi on ne peut pas toucher aux dividendes des actionnaires changerait singulièrement l'ambiance.

Commencer à en débattre, à s'interroger sur comment y parvenir modifierait déjà la définition du mouvement populaire à ses propres yeux : du rassemblement des victimes, - donc des handicapés au départ par leur vulnérabilité -, nous passerions à un rassemblement qui ose prétendre dicter ce que doit être la société à partir des droits de chacun-e. Cette conscience d'être capable de penser la société dépasserait le stade de la revendication pour investir le champ de ce qui doit être institué, c'est-à-dire faire loi. C'est aussi une exigence de pouvoir. Ce serait sortir de cette schizophrénie qui veut que nous ne soyons jamais en même temps les mêmes lors des luttes ou à la veille d'une élection.

On m'objectera que cela n'est pas une revendication des luttes actuelles ; mais nous ne sommes pas un institut de sondage qui se contente de photographier la réalité. Le militantisme sert à cela : entendre les aspirations et mettre en forme des questions qu'elles induisent mais qui ne s'explicitent pas spontanément. Alors, que faut-il attendre si ce ne sont nos propres initiatives ?



Billet d'humeur : à propos de conditions de travail au CCAS de Besançon

Reçu au courrier

Le CCAS peine à recruter des Aides à Domicile et, sincèrement, on ne sait pas pourquoi ?? Vous avez un véhicule, de l'énergie et de la disponibilité ? N'attendez plus et rejoignez ses équipes afin de trouver l'épanouissement tant recherché...

Jugez-en par vous-même !

Grassement payée au SMIC, **vous n'oublierez pas de soustraire de votre salaire** les frais d'essence, d'entretien du véhicule, de stationnement, etc...

Scandaleux ? Mais non ! Vous aurez droit à une prime d'essence mensuelle de 30 euros. Si vous ajoutez à cela des missions régulières d'une durée de 30 mn, imaginez le nombre de fois où vous allumerez et éteindrez votre moteur...

Vos horaires ? Une vraie fonctionnaire ! Vos amplitudes iront de 7h30 à 18h en semaine et de 7h à 21h en WE, 7 jours / 7, ainsi que jours fériés. Pour la pause casse-croûte, vous pourrez bénéficier pleinement du siège de votre véhicule, entre deux missions...

De plus, parce qu'on pense à vous, **vos plannings seront régulièrement modifiés**, de manière à ce que vous puissiez vous adonner au mieux à votre travail ! **Pensez juste à mettre de côté votre vie privée** ; loisirs

, famille, amis, culture, etc...

Travailler seule vous pèse ? Sachez que vous ne sortirez jamais sans votre « badgeuse, GPS Incorporé », mouchard qui tait son nom, dont le son mélodieux vous informera de vos retards éventuels ! Petit plus ; vous aurez 10 mn pour vous rendre d'un patient à un autre, même en heure de pointe ! Alors, si vous manquez d'adrénaline, la musique de votre GPS vous en impulsera à foison ! Et, accessoirement, vous stressera encore plus...

Dernier avantage, et pas des moindres, **si vous ne savez pas quoi faire de vos soirées**, le CCAS a tout prévu ! Une fois chez vous, complètement exténuée, une douche et au lit...

En résumé ; vous êtes d'une patience à toute épreuve, votre leitmotiv est « bosse et ferme-la » !

Vous avez toujours souhaité faire du bénévolat ? Le CCAS vous attend !



Communiqué de l'équipe d'animation nationale d'Ensemble!

Point de vue

Pierre ZARKA

Je dois avouer avoir un problème avec le communiqué de l'Équipe d'animation nationale d'Ensemble ! (cf édito). Je ne nie pas la défaite de Macron, ni de la droite classique, ni du RN, mais il y a une question de sens : bien avant que nous soyons confrontés à l'épidémie, le nombre de listes qui se réclamaient d'être « citoyennes » -parfois même à tort- montrait que quelque chose était en train de muter en profondeur dans le regard porté par des centaines de milliers, si ce n'est davantage, de personnes, sur la vie institution-

nelle. Dans le même esprit, plusieurs signes annonçaient une dimension particulière du recours à l'abstention. Je crains que l'on fasse du coronavirus un paravent qui masque ce qui pour moi est révélateur d'une phase nouvelle. Dans ce cadre, j'ai personnellement du mal à voir le retour du clivage gauche-droite.

Clivage qui n'était annoncé ni par les Gilets Jaunes ni par les mouvements qui ont suivi...je l'ai plutôt perçu dans les tractations d'états-majors qui cherchent à survivre.

LE BONJOUR...



Covid 37

Ne vous affolez pas, ce n'est pas la copine de Covid 19 mais un petit clin d'œil au 37ème album d'Astérix paru en octobre 2017.

Que vient faire le petit Gaulois au milieu de notre confinement me direz-vous ?

En réalité ce n'est pas Astérix, dopé à la potion magique, qui m'interpelle – comme on dit – aujourd'hui. C'est son ennemi du 37ème album intitulé « Astérix et la Transitalique ». Devinez comment il s'appelle, je vous le donne en mille : Coronavirus !

Si vous avez de la chance d'avoir l'album, regardez bien : il porte un masque. Et tout se passe en Italie !

Dès octobre 2017 on pouvait savoir, grâce à cet album, que le Coronavirus se baladerait en Europe en commençant par l'Italie. Il se baladerait d'autant plus facilement que ce Coronavirus, alias Covid 37, est un champion de courses de chars. Ce qui n'est pas le cas, je vous l'accorde, du Covid 19, ce qui ne l'empêche pas, hélas, de galoper.

C'est pourquoi je vous conseille de tenir ce « Bonjour » à distance si vous me faites le plaisir de le lire, voire de l'apprécier.

ALFRED





Un an de Hirak

Jacques FONTAINE, 29 février 2020

22 février 2019, 22 février 2020, un an de *Hirak* (mouvement), **un an d'une révolution pacifique** (*Silmiya*) qui est arrivée brutalement dans un pays qui paraissait amorphe, comme anesthésié par un pouvoir omnipotent, qui jouait habilement sur la mise sous tutelle de toute opposition et sur le souvenir d'une violence qui avait marqué la dernière décennie du XXe siècle.

Mais le calme n'était qu'apparent. La guerre civile commençait à s'éloigner dans les mémoires, les jeunes de moins de 25 ans (45 % de la population en 2018) ne l'ont pas connue ou n'en n'ont pas de souvenirs. La lassitude face à un pouvoir immobile et distant devenait de plus en plus flagrante, les manifestations locales ou sectorielles se multipliaient, les critiques du pouvoir par les supporteurs des équipes de football étaient de plus en plus virulentes... mais le potentiel de déflagration de ces signaux faibles n'était pas perçu par les observateurs de la société et de la politique intérieure algériennes, il manquait un élément fédérateur.

C'est le pouvoir - incapable de se mettre d'accord sur le nom d'un successeur à un **Bouteflika** momifié et cramponné à son fauteuil - qui allait fournir cet élément le 10 février en annonçant la candidature de Si Abdelaziz à un cinquième mandat présidentiel. Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase d'une contestation qui amena des millions de personnes dans les rues algériennes et qui dure encore aujourd'hui. C'est dire si ce *Hirak* est un mouvement de fond qui a touché et touche encore la grande majorité de la population algérienne.

Le *Hirak* a connu des victoires, incontestables, mais - à ce jour - il n'a pas gagné. Parmi ces victoires, il faut noter l'**annulation du cinquième mandat auquel prétendait Abdelaziz Bouteflika**, suivie de sa **démission** (2 avril 2019), la **chute de son clan** symbolisé par l'emprisonnement de son frère Saïd et de ses proches, la

fin des oligarques les plus compromis par leurs pratiques mafieuses et la **chute d'une partie du sérial politico-administratif** (Premiers ministres, ministres, députés, walis...) liés aux affairistes véreux. Les élections présidentielles prévues en avril puis en juillet n'ont pas eu lieu. Il faut ajouter la **mise en évidence du rôle du haut commandement militaire** qui était - et est encore - le réel détenteur du pouvoir politique : l'attitude du chef d'état-major **Ahmed Gaïd Salah** donnant des ordres au président de la République par intérim, Abdelkader Bensalah, en est la meilleure illustration.

Mais le plus important, c'est la **reconquête de son rôle politique par le peuple algérien qui en avait été spolié par l'armée et les apparatchiks** des partis gouvernementaux tels le FLN et le RND, ainsi que par les prétendues « organisations de masse » avec en tête de liste, l'UGTA. Le **peuple algérien a repris son rôle politique**, il s'est réapproprié son espace public, il a réoccupé la rue que le pouvoir bouthiflien lui avait interdite à la fin de la décennie noire, et c'est là, selon nous, un acquis majeur et que désormais « **rien ne sera jamais plus comme avant** ». Et ce qui est frappant, c'est que dans les manifestations, on trouve **toutes les composantes de ce peuple**. Certes, les jeunes sont dominants mais ce n'est que le reflet de la structure démographique de la population algérienne ; **toutes les classes d'âge sont représentées**, des adolescents aux grands-parents, et parfois même des enfants sur les épaules de leurs parents ; **tous les groupes sociaux** également : jeunes (lycén-e-s, étudiant-e-s...) en survêtements ou en jeans, ouvrier-e-s, employé-e-s en tenue de travail, cadres et professions libérales en costumes cravates ou en tailleur, islamistes en kamis ou en hidjab... ce qui est remarquable aussi, c'est la **fraternisation** entre tous ces hommes et toutes ces femmes qui discutent, qui débattent, qui se parlent. Et quand un groupe est spécifiquement attaqué en tant que tel, comme ce fut le cas avec l'interdiction du drapeau *amazigh* dans les manifestations algéroises, la réponse vient de groupes

arabophones dans d'autres villes qui défilent avec le drapeau *amazigh*. Et il faut souligner la **participation massive des femmes** de tous âges, de toutes conditions, de toutes cultures, de toutes catégories socio-professionnelles qui apportent au *Hirak* leurs propres préoccupations, notamment leur souci de la sécurité et du pacifisme. **Elles ne soutiennent pas le Hirak, elles sont le Hirak.** Elles sont actrices du *Hirak* au même titre que les hommes et revendentiquent l'égalité, ce qui ne va pas toujours de soi, le machisme étant encore bien présent dans la société algérienne.

Mais le **Hirak n'a pas gagné**. Le système est resté en place. Gaïd Salah a réussi à imposer une élection présidentielle en décembre et son poulain, Abdelmadjid **Tebboune**, a été élu président, très mal élu (le taux de participation a été particulièrement bas), mais cette élection a donné une légalité (à défaut d'une légitimité) au représentant de la haute hiérarchie militaire. Et le **décès quelques jours plus tard de Gaïd Salah ne change rien à la prédominance de l'armée**. Tebboune semble vouloir dialoguer avec le *Hirak* ; il dit que le *Hirak* est une chance pour l'Algérie et il a décidé que le 22 février serait désormais la « Journée nationale de la fraternité et de la cohésion entre le peuple et son armée » ; il projette aussi une réforme de la Constitution qui devra être approuvée par référendum, mais il ne s'agit vraisemblablement que d'un toilettage qui gommera les aspects les plus anti-démocratiques de la Constitution, mais ne changera pas grand'chose sur le fond. Il s'agit d'une **tentative de récupération** du *Hirak* par Tebboune, sans aucun doute, mais en un an, le peuple algérien a considérablement mûri et il ne semble pas prêt à s'en laisser conter par un pouvoir dont il a bien compris la nature et la volonté de ne rien lâcher, ainsi que le montrent les manifestations des 21 et 22 février 2020. **Les révoltes, surtout quand elles sont pacifiques, sont des processus longs qui peuvent connaître des avancées, mais des reculs aussi. Que vive le Hirak !**



Une brochure sur le Hirak algérien

Jacques FONTAINE, 19-03-2020



Une délégation de 5 membres d'Ensemble! s'est rendue une dizaine de jours en Algérie à l'automne 2019 pour prendre contact avec ce formidable mouvement d'émancipation du peuple qu'est le Hirak et lui apporter le salut fraternel de notre organisation. À Alger comme à Béjaïa, nous avons rencontré des militant-e-s, syndicaux/ales, associatifs/ves et politiques, des universitaires, des participant-e-s au Hirak. À notre retour, il nous a semblé indispensable de témoigner, par des conférences-débats (plusieurs eurent lieu [Nantes, Dijon, Besançon, Lyon], d'autres furent annulées, notamment en raison du mouvement social sur les retraites puis de la crise sanitaire), par une brochure aussi (dont vous trouverez ci-contre la page de couverture).

Conçue sur le modèle des précédentes brochures d'Ensemble! (Questions nationales et processus d'autodétermination, Catalogne...), elle comprend à la fois des témoignages, des textes sur le Hirak, certains ayant été rédigés avant la mission de l'automne, d'autres après, ainsi qu'une chronologie, des textes d'analyse de questions sociales ou sociétales (féminisme, syndicalisme, écologie, question identitaire) et une partie historique où l'auteur cherche à montrer comment le rôle dominant et antidémocratique de la haute hiérarchie militaire a entraîné une coupure de plus en plus radicale entre le pouvoir politique et le peuple, qui a provoqué le Hirak.

Enfin la brochure se termine par une série d'annexes qui présentent le pays et un certain nombre d'acteurs politiques, syndicaux et associatifs, des slogans et des chansons du Hirak (qu'il est aussi possible d'écouter en utilisant votre moteur de recherche préféré), des textes et déclarations politiques ainsi qu'une bibliographie et une filmographie.



Le Hirak vers une nouvelle indépendance en Algérie



Dossier préparé par la commission Palestine – Moyen-Orient – Maghreb d'Ensemble ! Mars 2020 - 2 €

Une soirée réussie Compte-rendu de la mission d'information d'Ensemble! en Algérie

Jean-Paul BRUCKERT

Nos camarades Danielle Carasco (Lyon) et Jacques Fontaine (Bourg-en-Bresse), qui ont fait partie de la délégation d'Ensemble ! envoyée en mission en Algérie (à Alger et Béjaïa) pour nouer des contacts avec les acteurs du hirak (mouvement) étaient dans nos murs le 13 février. Une quarantaine de camarades et amis emplissaient à 18h la salle Bidault (Kursaal) pour prendre connaissance de leurs témoignages et échanger avec eux.

Danielle centra son exposé sur le mouvement en général. Sa description enthousiaste de la mobilisation massive qui descend vers les rues du centre ville chaque vendredi était accompagnée de photos très éclairantes qui illustraient les propos de notre camarade. Elle dit aussi son admiration devant l'inventivité dont témoigne ce mouvement et mit enfin et surtout l'accent, avec beaucoup d'émotion, sur la présence et le rôle des femmes (le carré femmes).

Ce fut le tour de Jacques. Il lui revenait de situer le hirak dans son contexte historique, à la fois lointain et proche. Lointain parce qu'en fait tout remonte à la guerre d'indépendance. En effet, tandis que le congrès de la Soummam (août 1956) avait établi la primauté de l'intérieur sur l'extérieur et celle du politique sur le militaire, les circonstances avaient ruiné ces décisions. D'où, après la proclamation de l'indépendance, une guerre civile qui opposa une partie de la résistance intérieure à l'armée des frontières et vit cette dernière s'imposer. Ce fut le début d'une domination sans partage des militaires. Une confiscation du pouvoir par une « mafia » que les Algériens nomment « le Système ».

Jacques en fait l'historique depuis la guerre d'indépendance. De Ben Bella (1962-1965) à Boumediene (1965-1978), de Bendjedid (1979-1992), puis Boudiaf (1992), l'intègre président assassiné, Zeroual (1994-1999) à Bouteflika (1999-

2019) et l'élection de Tebboune, sans oublier la décennie noire - « les années de plomb » (1991-2002) de la guerre civile contre les islamistes -, il décrit les mutations, mais in fine la permanence du « système ». Il insiste enfin sur la singularité du hirak, mouvement résolument non violent dans un pays qui a été, de la colonisation à la guerre civile algérienne, sans cesse en butte à la violence.

Au fond ce que réclame le peuple algérien - il le dit lors des manifestations de chaque vendredi - c'est « une nouvelle indépendance ». Non plus à l'égard du colonisateur mais une indépendance à conquérir contre ceux qui ont confisqué le pouvoir depuis plus d'un demi-siècle. Voilà ce qui ressortait des propos de nos camarades. Ils susciteront un dialogue nourri avec une salle dans laquelle témoins algériens et Français informés et proches de l'Algérie intervinrent avec à la fois passion et justesse.



Le mouvement Ensemble ! et les élections municipales en Côte d'Or

A DIJON, pas de souci pour REBSAMEN (PS - MODEM)

Pierre ABECASSIS

Il est vrai que ses adversaires n'avaient guère de consistance.

À sa droite, les falots Damien CANTIN (RN), Sylvain COMPAROT (LREM - UDI) et Emmanuel BICHOT (LR) font de la figuration : seul ce dernier sera au second tour avec moins de 20%. Un écolo indépendant et EELV (Stéphanie MODDE, adjointe de REBSAMEN en

2014) totalisent un score « intéressant » de plus de 18 %, bien loin toutefois d'inquiéter le maire sortant à plus de 38 % pour son probable quatrième mandat à la tête de l'agglomération devenue Métropole et capitale de région par la grâce de son ami Hollande. À sa gauche, la liste "Dijon en commun" atteint péniblement les 5% permettant le remboursement des frais. Après une rude bataille au sein la France

Insoumise, une liste LFI / POID a pu voir le jour, associant des Gilets Jaunes et citoyens engagés. Davantage que son programme proprement dit dont nous partageons largement les valeurs, ce sont les conditions attristantes de construction de cette liste à coups de règlements de comptes plus ou moins personnels qui n'ont pas permis à nos camarades dijonnais d'Ensemble ! d'y trouver leur place.

« Réinventons QUETIGNY » : des résultats encourageants, mais pas de percée significative

Pierre ABECASSIS

À l'automne 2018, la Gauche Alternative de Quetigny (soutenue en 2014 par un Front de Gauche « partiel » = 11,5% avec 1 élu Pierre ABECASSIS, adhérent d'Ensemble !, et six années de mandat plus tard) a pris l'initiative d'un appel citoyen, « Réinventons Quetigny ». Signé par plus de 40 Quetignois.es engagé.es, cet appel a abouti à la présentation d'une véritable liste citoyenne clairement positionnée parmi les 800 listes municipalistes à l'échelle du pays. Elle a proposé, dans le cadre d'une campagne dynamique, un projet participatif porteur d'une démocratie revivifiée, de mesures solidaires et

écologistes fortes pour faire face à l'urgence climatique et sociale.

Dans le contexte très particulier de la pandémie générant une abstention record de près de 60%, la liste « Réinventons Quetigny » conduite par Lucia SACILOTTI et Raymond MAGUET (Ensemble !) a obtenu 13,2% et deux élus, sans parvenir toutefois à ébranler le maire sortant (Rémi DETANG -PS et ses alliés EELV et PCF) qui a su mobiliser son électorat traditionnel en ayant l'habileté et une certaine dose de courage politique pour s'afficher ouvertement et explicitement « de gauche ». En dépit d'une opération « cœur de ville » contestée et contestable par son coût, sa

bétonisation et sa densification, son non-sens écologique, il est réélu avec 58% des voix, soit 30 points de mieux que son concurrent "apolitique" de droite, et 8 points de mieux qu'en 2014. Beaucoup de travail reste donc pour que les citoyens agissent ici et maintenant, par eux-mêmes, pour créer le monde de demain. Ce n'est qu'un début...

Ailleurs en Côte d'Or, notre amie Evelyne GELIN, maire sortante de GISSEY sur Ouche, ne se représentait pas, tandis que Jérôme PETITDENT, maire sortant de FAIN-LES-MOUTIERS a été réélu au Conseil municipal, en attendant que celui-ci puisse se réunir pour élire le maire.

Des changements à BEAUNE ?

Jacques THOMAS

Le processus électoral toujours en cours à Beaune a été marqué par plusieurs particularités, outre le taux d'abstention dans le contexte sanitaire connu (57%). D'abord, la Droite locale, souvent unie derrière son chef de file Alain Suguenot, ancien député, maire sortant et candidat pour un cinquième mandat, s'est cette fois divisée en 4 listes : la Droite classique du Maire LR (pardon "a-politique"), la nouvelle Droite LREM (pardon "divers-centre") qui avait investi un entrepreneur local, l'Extrême-droite avec une liste du "Rassemblement beaunois" sans compter une liste divers-Droite soutenue par Agir, la Droite Macron-compatible, et conduite par un ancien chanteur de la Star Ac.

À gauche, j'avais annoncé il y a plus d'un an ne

pas vouloir me représenter par souci de non-cumul dans le temps. Par contre, avec mes ami-es, notre volonté était, au milieu de cette valse de Droite, de susciter une présence de gauche. Dans ce but, nous avons initié au printemps dernier un appel citoyen pouvant recueillir le soutien des groupes qui formaient notre liste alternative en 2014 (Ensemble!, Pcf, EELV) qui avait obtenu 10,5% des suffrages et un élu, tout en restant ouverts à ce qui pouvait rester du PS, l'essentiel de ses troupes étant parti à la REM. En septembre toutefois, nous avons posé une série de questions sur la conduite de la campagne (on voulait nous imposer un droit de veto de la tête de liste !), sur la stratégie (des réponses dilatoires nous ont été données sur la question du 2e tour et l'impossibilité pour nous d'envisager une alliance avec LREM, même pour battre la Droite en place), sur

la composition de la liste enfin, notre courant rouge-vert étant minimisé, malgré notre présence reconnue sur le terrain et dans le milieu associatif. Faute d'accords sur ces points, nous avons préféré nous retirer du processus (le Pcf et des écologistes nous ont suivis), laissant EELV et le PS composer leur liste, avec difficultés, conduite par une militante verte. Nous n'avons rien fait pour gêner cette liste, rien fait non plus pour la soutenir.

Nous ne sommes pas cependant restés inertes pendant cette campagne. Je suis, par exemple, allé à des réunions publiques des principales listes afin de les interpeller sur les initiatives qu'ils comptaient prendre durant le prochain mandat pour favoriser la participation citoyenne, le but étant de leur faire prendre.../...



.../...

des engagements publics. Si nous ne sommes plus directement au Conseil Municipal, c'est en effet sur ce terrain que nous comptons poursuivre notre engagement municipal, au travers de l'association qui a travaillé avec moi tout au long de ce mandat (Alternative Citoyenne en Pays Beaunois) et que nous comptons bien poursuivre.

Au premier tour de scrutin, 2 listes ont été éliminées : celle d'Agir qui ne franchit pas la barre des 5% (4,7%),

l'agressivité de sa campagne ayant certainement déplu à une partie de son électorat, et le RN qui ne fait que 6,7% (alors qu'il faisait 22% aux Européennes) et rate son objectif de retrouver les rangs du Conseil municipal. Le maire sortant fait plus que prévu (48%) et frôle l'élection au premier tour (de 127 voix). La liste LREM maintient ses positions avec 28% (27% aux Européennes) et s'installe dans le paysage politique local, avec l'aide du Député D.Paris élu en 2017 et du sénateur F.Patriat. La liste rose-verte fait un score

moyen avec 12,4% alors qu'EELV à eux seuls avaient fait 13% aux Européennes. La liste, à coup sûr, est loin d'avoir fait le plein des voix de gauche. « À la majorité », ils ont décidé de ne pas faire d'alliance pour le 2e tour. En juin (peut-être), nous devrions donc assister à une triangulaire. Avec la défaite du maire sortant PS de Nolay, la Droite risque encore de renforcer ses positions à la Comm' d'Agglo. Des changements en perspective mais pas forcément dans le bon sens ...



Le premier tour des élections municipales en Franche-Comté

Gabriel VIENNET

En Franche-Comté comme ailleurs **la participation a été faible** pour ce premier tour de l'élection municipale 2020. En raison probablement de l'épidémie virale qui a incité nombre d'électeurs/électrices à rester chez soi, mais aussi, peut-être, parce que la **citoyenneté est mise à mal** par la surdité du pouvoir, des institutions, face aux aspirations des citoyen·ne·s. Taux de participation entre 30 et 40 %, soit 10, 15 voire 20 points de moins que lors des précédents scrutins municipaux. Dans les quartiers populaires l'abstention est importante, comme c'est habituel, mais c'est également le cas à Baume-les-Dames, ou Saint-Vit où l'abstention atteint 73 %, ce qui s'explique peut-être par la présence d'une seule liste. À voir !

Cette participation en net retrait s'explique donc probablement aussi par une « crise » de la citoyenneté. Les électeur·trices peinent à garder confiance dans l'institution communale, quand elle est mise à mal par des lois qui ont transféré 80 % des compétences aux inter-communalités pour lesquelles on ne vote toujours pas de façon directe. Surtout quand la légitimité du pouvoir est contestée par la mobilisation des gilets jaunes depuis presque 1 an et demi, par l'opposition sociale au démantèlement de nos retraites par répartition, ou par le mouvement de défense de notre système de santé. Mobilisations sociales qui ne trouvent **pas de prolongement évident sur le terrain électoral**, tant les forces politiques classiques apparaissent en décalage par rapport aux préoccupations de la population. Dans 5 communes du Doubs, de moins de 1000 habitants il n'y avait ni liste, ni aucun·e

candidat·e. L'autre fait notable c'est le **recul des scores du Rassemblement National**. C'est aussi l'**échec de La République En Marche** à s'implanter localement. Son positionnement électoral est parfois illisible. Soutien à Belfort à une responsable PS de premier plan - désavouée par son parti, à Besançon à Eric Alauzet, député ex-EELV, antérieurement soutenu par le PS, et qui **réalise une contre-performance** avec 18,79 % des votants alors qu'en janvier un sondage lui prédisait 23 %. Même

constat à Montbéliard où le député macroniste Denis Sommer, ex-PS, se contente d'un faible score de 13,88 % loin derrière la mairesse de droite réélue dès le 1er tour avec 54,52 %, la gauche unie qui fait 27,40 % et devant Lutte Ouvrière à 4,18 %. Ailleurs c'est une présence par procuration comme à Vesoul en Haute-Saône où le soutien est allé à **Alain Chrétien**, le maire sortant ex-UMP, **réélu au premier tour** avec 55,78 % des voix (et soutenu en sous-main, dit-on, par Yves Krattinger, Président PS du Conseil Départemental), devant Les Républicains à 22,37 % et le PCF conduisant une liste de gauche à 14,38 %.

Lutte Ouvrière, présente dans d'assez nombreuses communes, réalise des scores qui lui sont habituels (1,22 % à Besançon, 1,51 % à Lons-le-Saunier, 2,29 % à Vesoul, parfois honorable 4,79 % à Audincourt). Pour la gauche le bilan est parfois bon. À Audincourt la liste de gauche unie conduite par Martial Bourquin, sénateur PS est réélue dès le 1er tour avec 55,33 % (élue



également au 1er tour en 2014 mais avec une liste concurrente du Front de Gauche conduite par un membre du PCF). À Ornans la gauche unie, mais sans étiquette (la tête de liste, anciennement membre du PS, avait soutenu les candidats Front de Gauche aux sénatoriales de 2014), gagne la ville contre la droite sortante.

Enfin quelques situations locales méritent qu'on s'y intéresse. À Morteau, ville frontalière de 7000 habitant·e·s, pour la première fois depuis longtemps il n'y avait qu'une seule liste de droite en lice, la gauche n'ayant pas pu en présenter une. À Belfort c'était l'imbroglio. Une liste de droite du maire sortant (LR) à 48 %, une liste « en commun pour Belfort » soutenue par EELV et La FI à 15,26 %, une liste « Belfort en grand » conduite par une ex-PS avec participation de la GRS à 12,88 %, une liste « Belfort Autrement » conduite par une ex-PS alliée au Modem à 10,22 %, une liste « Belfort'1 » conduite par une vice-présidente PS du conseil régional Bourgogne Franche Comté (majorité PS à 51 élus sur 100) soutenue par



.../...

LREM à
7,57 %, une
liste du PCF

« Pour Belfort l'Humain d'abord » à 4,18 % et une liste LO à 1,86 %. À Pontarlier, chef-lieu d'arrondissement où le maire sortant, divers droite est réélu dès le premier tour, avec 59,33 % des voix (64,48 % au 1er tour en 2014) une liste divers gauche réalise 40,66 %. Sa particularité est d'avoir comme tête de liste un élu sortant, militant de gauche et écologiste, qui était proche du PG, et qui en 2014 était second sur une liste divers gauche conduite par une militante EELV, ayant réalisé 14,76 % alors que la liste PS réalisait 20,75 %. C'est aussi Maîche où la liste de droite l'emporte avec 61,30 % devant une liste PS à 38,69 % qui comptait un ancien candidat de la France Insoumise à la législative de juin 2017 où il a réalisé 9,14 % dans la 3e circonscription du Doubs. A noter à Gennes, qui fait partie de la Communauté Urbaine "Besançon Métropole", l'élection de Dominique Henry, membre de la Confédération Paysanne, militante pour une agriculture paysanne opposée à l'agriculture productiviste et phytosanitaire, connue pour son refus de prélèvement ADN.

La FI soutenait peu de listes. Elle était absente dans le Pays de

Montbéliard, à Dole et à Vesoul, mais présente à Lons-le-Saunier avec le soutien du POI et du NPA, où elle a fait 3,60 % (dans le Jura le PG avait impulsé en 2015, aux élections départementales, des candidatures unitaires avec EELV et le PCF), et elle soutenait à Besançon une liste citoyenne qui a réalisé 8,29 %, arrivée en 4e position derrière une liste de gauche plurielle à 31,20 % (EELV, PS, PCF, Génération.S, et A Gauche Citoyens ! association regroupant des anciens du Front de Gauche non encartés), LR à 23,60 % et LREM à 18,89. Et RN à 7,21 %, liste LREM dissidente à 4,57 %, liste « citoyenne » divers gauche à 2,84 %, liste régionaliste à 2,18 %, LO à 1,22 %. La comparaison avec le 1er tour de 2014 est instructive (Gauche unie PS, PCF, EEV, Radicaux 33,63 %, LR-UDI-Modem 31,64 %, FN 11,76 %, liste FdG à 7,12 %, DivG 6,22 %, DivD 4 %, DivG, 2,48 %, LO 1,42 %, POI 0,97 %, DivG 0,72 %). Le sondage de janvier précédemment évoqué est intéressant : (gauche unie 34 %, LREM Alauzet 23 %, LR 15 %, 10% RN 10 %, La LFI et LREM dissidente 6 %) et montre un recul de la gauche, de LREM, du RN et une progression de LR et de la FI.

Besançon illustre les questions en débat autour de l'unité des

organisations de gauche qui souvent reculent, des reclassements politiques en cours, de la nécessité de rendre le pouvoir aux citoyen·ne·s et de construire une perspective alternative pour l'émancipation sociale. Dès 2016 le maire PS avait soutenu la candidature de Macron puis avait rejoint LREM avec une dizaine de ses coélu·e·s de gauche. Depuis 3 ans il avait en outre entamé une procédure d'expulsion d'un local occupé par une association d'aide aux migrants et pris un arrêté antimendicité sur la ville, sans que ses adjoints EELV et PCF ne se démarquent clairement de ces décisions, tout en continuant à faire partie de sa « majorité » et à voter le budget chaque année, jusqu'à celui d'avril 2019. Sans oublier le projet d'urbanisation du quartier des Vaites et la démolition d'immeubles HLM après expulsion des locataires. Cela explique en grande partie le refus de la FI de la proposition faite par la gauche unie de rejoindre sa liste en préparation et le choix fait par Ensemble ! d'appeler sur la ville à voter indistinctement pour la gauche unie, la liste FI et celle de LO, 2 membres d'E ! étant candidat·e·s sur la liste FI et 2 autres ayant fait partie du comité de soutien de la gauche unie.

Les municipales dans le Jura

Georges UBBIALI

Ce département n'étant pas un isolat, l'abstention a été très importante, comme dans le reste de la région. Pas vraiment de très grandes surprises pour les résultats dans les principales villes : **une prime aux sortants et aux forces politiques traditionnelles se dessine**.

Prenons les principales villes. A **Lons-le-Saunier**, le dauphin du maire sortant Jacques Pellisard, Christophe Bois (LREM) est en tête (36,22%) pour un second tour qui verra une triangulaire, associant J-Y Ravier (29,9%, PS-PCF-EELV) et John Huet (droite, 21,01%). La liste LFI (soutenue par le NPA), de Géraldine Grevy n'obtient que 3,61% et une liste LO (une première à Lons), 1,52%. A **Dole**, le maire sortant J-B Gagnoux (LR-LREM) est réélu avec 61,56% des voix. La liste EELV (Hervé Prat, 17,9%) est au coude à coude avec la liste Hako Hamdaoui, (PS-PCF) à 17,37%. LO présentait également une liste qui a obtenu 3,15%. Scénario semblable à **St Claude**. Le maire sortant J. Louis Millet (droite) arrive en tête avec

37,76%, talonné par le candidat socialiste Frédéric Poncet (36,33%). L'ancien maire PCF, Francis Lahaut, arrive en troisième position avec 25,91%. Quelle sera l'attitude des deux listes de gauche pour le second tour, fusion ou triangulaire ?

Après l'examen des villes les plus importantes, reste à analyser les **résultats dans les communes de plus petite taille**. Deux sont particulièrement intéressantes, du fait des mobilisations qu'elles ont connues dans les dernières années. La première est **Champagnole** qui a vu une lutte importante pour le maintien de l'hôpital sur la commune. Le maire sortant (Guy Saillard, droite) a été réélu au premier tour avec 79,03%, ne laissant à l'opposition de gauche (PS) que 20,96%. La deuxième commune est celle de **Poligny**, dans laquelle un projet d'installation de Parc Centers est toujours en cours. C'est le maire sortant, Dominique Bonnet, favorable au projet qui a été réélu (54,43%) au premier tour, tandis que les opposants au projet se sont divisés en une liste conduite par Antoine Seigle-Ferrand (27,33%) et

une seconde (Roland Chaillon, 18,24%).

Mentionnons pour finir les villes de **Salins et Arbois**. Dans la première, une triangulaire se profile au second tour, sans qu'aucune de ces listes ne puissent être estampillée de gauche. Reste le cas d'Arbois où la candidate PS, Valérie Delpierre, est élue au premier tour avec 52,45%, contre la candidate de droite Martine Pingat.

Au final, les élections au niveau de ce département n'apportent **pas vraiment d'éléments de rupture** par rapport à la situation antérieure. Le deuxième tour, quand il aura lieu, peut donner lieu à une avancée de la gauche à Lons et Saint-Claude, mais dans une configuration traditionnelle d'union de la gauche, sous direction socialiste.

Le **RN** qui avait annoncé sa participation dans les grandes villes **n'a finalement réussi à se présenter qu'à Rans** (535 habitants) où le conseiller régional Stéphane Montrelay n'a même pas été élu, et Monteplain (136 habitants).





Le blog d'Ensemble! Franche Comté est disponible depuis début janvier 2020. Dans le menu du haut de la page vous trouvez diverses rubriques :

- la rubrique **ACCUEIL** qui explique ce qu'est le mouvement Ensemble!, ses motivations, ses objectifs.

- la rubrique **DERNIÈRES NOUVELLES** est le réceptacle de données diverses très liées à l'actualité (une pétition, un rendez vous exceptionnel etc...).

- la rubrique **AGENDA** reprend l'agenda publié par Gaby par mail (sans toutes les subtilités colorimétrique je l'avoue) en début de semaine mais aussi quelquefois des informations de dernière minute quand l'actualité l'oblige (exemple les rassemblements liés au 49-3 de Philippe).

- la rubrique **NOS DROITS** présente

des articles pérennes sur nos droits à manifester, à protéger nos identités, etc...

- et enfin la rubrique **REMUE MÉNINGES** est le lieu de présentation d'articles de provenances diverses sur des analyses particulières d'évènements politiques ou sociaux du moment (locaux, nationaux ou internationaux).

Vous le trouverez à l'adresse suivante : <https://ensemblefranche-comte.home.blog/>

Bonnes lectures

Jean-Michel LOUDET

PS : A terme on pourra aussi y trouver « L'alternative rouge et verte », bulletin de Ensemble ! Bourgogne-Franche-Comté (Mouvement pour une Alternative de Gauche Écologique et Solidaire) en format pdf entre autres.



Pour conserver ce lien avec nos actions et nos combats politiques.

Abonnez-vous pour 2020 !

Pour vous abonner et faire vivre ce journal

NOM

Prénom

Adresse

CP

Ville

Courriel

Notre journal voudrait évoluer vers une édition électronique, n'oubliez pas d'indiquer votre courriel.

Merci d'envoyer votre chèque de **12 €** ou plus à :

Les Alternatifs de Franche-Comté
6 chemin d'Avanne à Velotte
25000 Besançon

L'Alternative Rouge et Verte
Journal de Ensemble !

2 rue du Porteau 25000 Besançon
Directeur de publication : P. Abécassis

Imprimerie Offset
25 000 Besançon

Tiré à 150 exemplaires
N° CPPAP : 1022, P 11163



Merci aux personnes qui ont participé à la rédaction : Clémentine Autain, Pierre Abécassis, Alfred, Jean-Paul Bruckert, Jacques Fontaine, Jean-Michel Louvet, Claudine Reboux, Georges Ubbiali, Gabriel Viennet, Pierre Zarka
Les articles n'engagent que leur auteur.

Journal réalisé avec Scribus, logiciel libre



Ensemble ! Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire

Pour recevoir les documents
d'adhésion à Ensemble !

NOM

Prénom

Adresse

CP

Ville

Courriel

à envoyer à

Roberte Vermot Desroches
28 Rue Henri Baigue
25000 Besançon

Grille de cotisation indicative fourchette selon le revenu mensuel		
Tranche de revenu	montant cotisation	cotisation moyenne
0 à 500	2,00 €	2 €
500 à 1000	2 à 4 €	3 €
1000 à 1200	4 à 6 €	5 €
1200 à 1500	6 à 15 €	10,5 €
1500 à 2000	15 à 30 €	22,5 €
2000 à 2500	30 à 50 €	40 €
2500 à 3000	50 à 75 €	62,5 €
3000 à 3500	75 à 100 €	87,5 €
3500 à 4000	100 à 120 €	110 €
4000 et au-delà	3 % mini	3 % mini

Les dons et cotisations ouvrent droit
à une réduction d'impôt de 66 %

Chèque à l'ordre de Association de
Financement de Ensemble !

La crise sanitaire mondiale peut être l'occasion de renforcer la place des renouvelables dans les plans de relance

Claudine REBOUX

La crise mondiale du coronavirus met en évidence la place de l'électricité dans nos sociétés modernes. Des millions de personnes confinées dans leurs domiciles utilisent leurs équipements informatiques pour travailler à distance, passer des commandes, consulter de la musique ou des vidéos... Mais les autorités sanitaires et les personnels soignants en ont également besoin, afin de communiquer et de transmettre les dernières informations sur le coronavirus entre les pays, et de faire fonctionner les matériels médicaux dans les hôpitaux qui accueillent les malades.

Cette crise sanitaire peut-être aussi l'occasion, après coup, de repenser un certain nombre de sujets, comme celui de la transition énergétique. Par exemple, l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) estime que les plans de relance qui seront inéluctablement concoctés par les gouvernements une fois que la pandémie sera passée, devront accorder une large place aux énergies renouvelables. « *Des investissements à grande échelle pour stimuler le développement, le déploiement et l'intégration de technologies d'énergie propre devraient être au cœur des plans des gouvernements, car ils apporteront le double avantage de stimuler les économies et d'accélérer les transitions énergétiques propres* », assure l'Agence.

L'occasion aussi en France de décider d'un plan de sortie du nucléaire en grande difficulté.

-> **Déclin du nucléaire** dans le monde ruinant les espoirs d'exportation du nucléaire français : « *Les options non-nucléaires permettent d'économiser plus de carbone par dollar (...) et par an* » que le nucléaire. En effet, « *dans de nombreux pays nucléaires, les énergies renouvelables peuvent désormais concurrencer le nucléaire existant. Le taux de renouvellement est trop bas* (Le nombre de mises en construction est passé de 15 en 2010, année précédant Fukushima, à deux en 2019 (au 15 décembre)) *pour garantir la survie de la technologie. Nous sommes face à une sorte de sortie du nucléaire non-déclarée* ». Source : Mycle Schneider Consulting

-> **Plainte suisse** : Ville et canton de Genève continuent leur bataille

judiciaire contre la centrale nucléaire du Bugey. Après le refus du tribunal judiciaire de Paris d'ouvrir une instruction, les autorités genevoises ont décidé d'interjeter appel de l'ordonnance devant la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris. « L'objectif de cette plainte est de permettre de faire pleinement la lumière sur les conditions réelles de fonctionnement de la centrale du Bugey et les risques tangibles en résultant pour les populations et l'environnement afin que l'instruction puisse trancher de l'existence ou non d'infractions » explique l'Etat de Genève. Source Le Dauphiné février 2020

-> **Grèves dans les centrales nucléaires**, du jamais vu : piquet de grève, mise à l'arrêt de réacteurs, blocage.... Face à la dégradation du service public de l'électricité, les salariés et les sous-traitants ne veulent être « ni une chair à patron ni une chair à radiation ».

« Pendant les journées de mobilisation contre la réforme des retraites, entre 40 et 60 % des salariés font la grève dans les centrales nucléaires », se félicite Thomas Plancot de la CGT Énergie. Le mouvement touche l'ensemble du territoire et les 19 sites français.

L'autre raison de la colère, c'est le projet Hercule.

Hercule a pour objectif de créer d'un côté un « EDF bleu » comprenant le nucléaire, les barrages hydroélectriques et le transport de l'électricité et de l'autre un « EDF vert » comprenant Enedis, EDF Renouvelables, Dalkia, la direction du commerce, les activités d'outre-mer et de la Corse d'EDF. « EDF bleu », non rentable, appartiendrait à 100% à l'Etat, quand la branche « EDF vert » serait, elle, partiellement privée et introduite en bourse à hauteur de 35%.

Le gouvernement veut privatiser les projets d'EDF en libéralisant la distribution d'électricité et nationaliser les risques en gardant la production nucléaire. Pour Thomas Plancot, de la CGT, « le service public de l'électricité est en voie de destruction ».

C'est aussi la reconnaissance tacite de l'obsolescence du nucléaire cher et de plus en plus dangereux. Il faut vraiment en finir et investir massivement dans les énergies renouvelables.

Liste de diffusion d'Ensemble Franche Comté

Vous souhaitez recevoir des informations régulières d'Ensemble!

Envoyer votre adresse électronique à : ensemble.mage.fc@gmail.fr, en précisant dans l'objet : inscription liste de diffusion Franche-Comté



Y aura-t-il un avant et un après coronavirus ?



Clémentine AUTAIN

« Le fil du commun » n°48, sous le titre « L'intérêt humain, résolument » 17 mars 2020

Notre vie ralentit par l'effet du confinement et s'accélère au gré des annonces et informations qui s'enchaînent, générant leur lot quotidien de nouvelles inquiétudes. Nous sommes potentiellement pris de panique, à l'échelle individuelle et collective, et c'est le moment de tenir bon et d'agir avec le maximum de rationalité. La situation est chaotique, instable, fragile. **Il n'est pas simple de prendre du recul** mais je veux livrer ici quelques convictions sur ce que nous traversons.

D'abord, conformément à ce que je peux lire des autorités sanitaires, du monde médical et scientifique, des expériences comparées à l'échelle internationale, il apparaît clairement que rester chez soi et se montrer disciplinés dans l'application des gestes barrière est la seule solution pour ralentir la progression du coronavirus. Sans doute avons-nous tardé, **les recommandations des pouvoirs se sont révélées parfois bien contradictoires d'un jour à l'autre mais aujourd'hui, c'est la conscience partagée du danger, la mobilisation populaire pour se prémunir collectivement, l'entraide au service du bien commun, de la santé, de la vie qui doit prendre le dessus.**

L'heure n'est pas à la polémique avec le gouvernement, **toute attitude perçue comme bassement politique serait indécente**. Il n'en reste pas moins que **la démocratie doit rester notre cadre de fonctionnement, elle est vitale**. Aussi les cohérences de pensée, qui structurent le champ politique, ne peuvent être balayées d'un trait : elles sont même des points d'appui pour agir maintenant et pour demain. Je l'affirme sans détour : ce que nous vivons renforce mes partis pris idéologiques. **Face à la crise sanitaire, ce sont les valeurs de partage et de solidarité qui, prenant le dessus, peuvent sauver le plus de vies. Nous faisons l'expérience concrète des dimensions dévastatrices de trente ans de politiques néolibérales.** Tous ces lits d'hôpitaux qui ont fermé pour répondre à la doxa de la rentabilité manquent cruellement. **Tous les personnels soignants éprouvés** avant même que ne démarre la ba-

taille face au Covid 19, nous placent dans une situation de tension plus grande. Toutes **ces lois qui ont diminué les droits et protections** – je pense en particulier à ceux des chômeurs, pour lesquels le gouvernement est contraint de suspendre les dispositions régressives qu'il avait fait voter – ne nous tire pas vers le haut mais vers le bas. **Tous ces marchés à qui l'on a donné tant de pouvoir** pour décider du cours des choses dévissent aujourd'hui en bourse et contribuent à aggraver la mise en danger de la vie économique. **Toute cette Union européenne qui devrait agirurgemment et solidairement** est humiliée en une image, une réalité : l'arrivée des Chinois pour porter secours aux Italiens. Et **cette mesure de report de l'accès à l'AME** – aide médicale d'État – pour les migrants trouve ici toute son absurdité : si les migrants ne peuvent se soigner face au coronavirus, le risque de transmission augmente... Nos sorts sont liés. C'est l'humanité qui est la valeur fondamentale pour sortir par le haut des crises que nous traversons.

Un monde s'écroule. C'est ce que je me dis ensuite, et j'y pense toute la journée. Ce monde, c'est celui du court-termisme, de la concurrence libre et non faussée, de l'austérité budgétaire, et du déni face au danger climatique qui en résulte. Fait symptomatique : après la crise du H1N1, la recherche sur le virus de type Covid 19 n'a pas eu les moyens nécessaires pour se développer. Or la science ne peut pas être rentable immédiatement, elle suppose du temps et de l'anticipation. Mais voilà, nos sociétés zappent, elles n'investissent plus dans la durée et sur le nécessaire. L'échelle des valeurs est dangereusement altérée. **La santé des marchés financiers prime sur celle des êtres humains. La crise sanitaire que nous traversons met à nu des décennies de politiques de destruction des services publics et de marchandisation de la société.** Même le Président de la République semble redécouvrir les vertus de « l'État providence » – et c'est tant mieux ! – alors même qu'avec LREM, il n'avait pas dérogé jusqu'ici à l'obsession de la règle d'or et de l'idée qu'il faut « libérer les énergies », c'est-à-dire déréguler plus encore l'économie.

Cette crise sanitaire ressemble

malheureusement à une grande répétition générale si l'on considère les crises liées au réchauffement climatique qui nous attendent. Nous réalisons à quel point nos sorts sont liés à l'échelle planétaire et à quel point pour se sauver individuellement, il faut de l'entraide collective. À chaque échelle de territoire, c'est la souveraineté dans la satisfaction des besoins qui doit être assurée – nous le voyons de façon éclatante avec la **production des médicaments** que l'on ne peut laisser fabriquer à l'autre bout du monde au risque non seulement d'accroître les émissions de CO2 en raison du transport nécessaire mais aussi de manquer en approvisionnement.

Le chacun-pour-soi façonne nos modes de pensée et d'agir contemporains. Ces scènes dans les supermarchés où l'on se rue pour faire le plein indiquent l'état d'anxiété de la société mais aussi à quel point nous pensons d'abord à notre propre intérêt à court terme. Il me semble que la crise que nous traversons doit nous faire réfléchir sur l'interaction entre le « je » et le « nous ». L'individu, pour s'épanouir et être libre, a besoin du collectif – qui lui-même a besoin de pouvoir s'appuyer sur des individus les plus libres et épanouis possibles. Or le collectif a été mis à mal durement et nous réalisons sans doute aujourd'hui à quel point cela rejaillit sur les individus. **Le lien social ne s'oppose pas à l'intérêt de l'individu, il est un élément fondamental pour que la personne puisse accéder à la liberté et au bonheur.**

La menace du coronavirus et le confinement sont une occasion, aussi dramatique soit-elle, de **penser à la façon dont nous voulons faire société** et à nos besoins véritables. Nous redécouvrions combien se soigner, se nourrir, se loger dignement, avec accès à la citoyenneté, la convivialité, à l'éducation, à la culture et au sport sont les éléments les plus précieux pour nos vies. La suractivité marchande est-elle indispensable ? La chute drastique de la pollution en Chine - l'épidémie aurait conduit à une réduction de 200 millions de tonnes de rejet de CO2 dans le pays -, par l'effet du confinement, fait réfléchir. 1,1 millions de décès en Chine sont dus à la pollution. Pour l'instant, environ 7.000 morts sont à constater à l'échelle ... / ...



... / ...

mondiale à cause du Covid 19. Il

faut arrêter la pandémie du coronavirus. Il faut aussi penser au changement radical indispensable de notre modèle de développement qui privilégie aujourd’hui les intérêts du capital à

court terme et dévitalise les biens communs.

J’ai bien conscience que le parti du repli et de l’autoritarisme se croit des ailes dans ce moment de grands troubles. Une réponse néofasciste peut convaincre des esprits gagnés par la peur et si préparés avec la banalisation de l’extrême droite. C’est

pourquoi nous devons répondre présents plus que jamais pour argumenter sur le sens des réponses et sur la société à (re)construire. Il y aura un avant et un après le coronavirus. Mettons à profit le temps que nous avons pour réfléchir à l’essentiel. L’intérêt humain.

Les hégémonies en question

La Chine : un nouvel impérialisme ?

Jean-Paul BRUCKERT

Quelques repères indispensables et incontestables pour initier cette réflexion sur la Chine. Elle est devenue, avec un PIB calculé en parité de pouvoir d’achat d’environ 18% du PIB mondial en 2016, la **1ère puissance économique du monde** devant les États-Unis. « Pays atelier », à l’instar du Royaume-Uni au XIXe siècle, elle est, dans beaucoup de domaines, **le premier pays industriel et le premier exportateur de produits manufacturés** et au total **le premier exportateur mondial**. Pour ce qui concerne enfin les **investissements directs à l’étranger** (IDE) qui ont connu un bond spectaculaire plaçant le pays au 2ème rang derrière les Etats-Unis, ils s’incarnent dans les « Nouvelles routes de la soie », dont l’appellation officielle est **BRI** (« Belt and Road initiative », « Initiative Ceinture et Routes »), par ailleurs inscrite dans la Constitution.

Avec 70 pays et institutions qui se sont associés à cette initiative, la Chine tente de s’assurer des débouchés pour les productions excédentaires de ses grandes entreprises (acier, aluminium, ciment, BTP,

télécoms).

Cela s’inscrit clairement dans une politique d’expansion planétaire, dite **OBOR**, « One Belt, One Road », « Une Ceinture, une Route », autre déclinaison de la BRI, avec, d’une part le **continent eurasiatique pour la ceinture économique**, d’autre part l’Asie du Sud-Est et du Sud, l’Afrique et l’Amérique du Sud pour une « route de la soie » maritime, avec l’Afrique comme terrain privilégié. Bref, la Chine - qui a adhéré à l’OMC en 2001 - s’est pleinement insérée dans le système capitaliste mondial, **a investi dans**

l’achat d’entreprises, dans des prises de participations (PSA, Energias (Portugal), port du Pirée etc.). Elle **souscrit massivement à des emprunts** au point que certains pays en sont devenus très dépendants (exemple du Sri Lanka).

Cette politique a un **volet militaire et territorial**. Il faut ici rappeler que contrairement à certaines idées reçues, la Chine a été et est toujours une **puissance coloniale**. Comme la Russie, elle a possédé un empire, continental et non point maritime. Tibet et Sin-kiang où les Turcs Ouighours sont soumis à une terrible répression de masse ne sont autres que des colonies !

Son armée est déjà **numériquement la première armée du monde**. Elle est d’autre part en passe de constituer, sinon qualitativement du moins quantitativement, une **puissance navale de première force**, de loin d’ores et déjà la 2ème du monde. Elle dispose de **bases extérieures** (Djibouti) au débouché de la Mer Rouge, ou des facilités portuaires comme Gwadar en mer d’Oman (Pakistan), dont l’objectif est tout autant économique que militaire, loué pour 40 ans à une société chinoise. Sera-ce aussi le cas de Hambantota (Sri Lanka) loué par une compagnie chinoise pour 99 ans ?

Une expansion qui, **outre le cadre d’une stratégie lointaine dite du « collier de perles », s’accompagne d’une volonté de maîtriser totalement son espace proche**. D’où la revendication sur les îles Diaoyu (Senkaku pour les Japonais) en mer de Chine orientale, et la militarisation d’atolls sur les îles Spratley et Paracel, en mer de Chine méridionale, ce qui n’est pas sans provoquer des tensions parfois très vives et même des incidents armés avec les pays riverains. Constituer des espaces réservés dans sa proximité immédiate - une doctrine Monroe (*) à la chinoise ? - et tenter de maîtriser un espace plus lointain, l’océan indien et les détroits de

l’Insulinde, vital pour ses approvisionnements, n’est-ce pas, au moins en partie, à l’origine de la « **course aux armements** » dans la région (Inde et Japon) ?

Pour les uns, dont certains marxistes, la Chine est donc clairement impérialiste. Comme il est impossible de revenir ici sur les différentes théories marxistes de l’impérialisme, on se contentera du constat qui suit. Recherche de matières premières (entre autres pétrole et gaz, fer ou cuivre) - la Chine en manque sauf pour le charbon et les « terres rares » où elle est en position dominante - et de terres cultivables, recherche de débouchés pour ses produits manufacturés, et pour ses capitaux, d’où le bond effectué dans les IDE. **Ne s’agit-il pas là de toutes les caractéristiques de l’impérialisme** ? Pour d’autres, comme Bertrand Badie, la Chine ne s’inscrirait pas dans « un cycle obligé de rivalité de puissance et de quête hégémonique », mais dans une logique de rayonnement, l’apprentissage d’une hégémonie d’un type nouveau et dans le « refus de s’enliser dans un projet messianique ». Séparant le politique et l’économique et tendant à être présente là où elle ne risque que très peu, **la Chine opérerait un choix de puissance post-hégémonique**.

Le débat, sauf à se situer dans une perspective « campiste » consistant à considérer qu’il n’y a qu’un seul impérialisme, l’impérialisme étatsunien, et des sous-impérialismes, est loin d’être clos, surtout si l’on pense à la dimension militaire du projet chinois.

(*) président des États-Unis qui interdit aux Européens de se mêler des affaires américaines (1823). *L’Amérique aux Américains*

Dans nos prochains numéros, nous parlerons de deux autres hégémonies : la Russie et son rôle international, les USA et la réorientation de son impérialisme

